

précisez lequel/lesquels : _____

Adresse (s) : _____

2.2 Si vous avez répondu oui à la question précédente, avez-vous fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou de toute autre mesure administrative de cet ordre ?

Non

Oui, Quand : _____

Pour quel(s) motif(s) : _____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

2.3 Si vous avez répondu oui à la question 2.1 devez-vous présentement quelque somme d'argent que ce soit à cet ordre ?

Non

Oui, Montant : _____

Date à laquelle la dette a été contractée : _____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

2.4 Si vous avez répondu oui à la question 2.1, faites-vous présentement l'objet d'une enquête de quelque nature que ce soit de cet ordre ?

Non

Oui, Nature de l'enquête : _____

Depuis quand : _____

2.5 Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus ou d'une sanction de l'École du Barreau, de l'ordre professionnel du Barreau du Québec, de tout autre ordre professionnel ou de tout autre organisme administratif, au Québec ou à l'extérieur du Québec ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

3. DOSSIERS DISCIPLINAIRES

3.1 Avez-vous déjà été condamné par un Comité de discipline suite à une plainte disciplinaire (plainte déposée devant un Comité de discipline d'un ordre professionnel) ?

Non

Oui, dans ce cas, quelle était la nature de la décision et de la sanction. _____

(veuillez en joindre copie(s))

3.2 Faites-vous présentement l'objet d'une plainte disciplinaire ?

Non

Oui, pour quel motif(s) : _____

4. DOSSIERS JUDICIAIRES

4.1 Avez-vous déjà été déclaré coupable, **au Canada**, d'un ou de plusieurs actes criminels ou d'une ou de plusieurs infractions punissables sur déclaration sommaire en vertu du *Code criminel* ou de toute autre loi applicable ?

Non

Oui, En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants : _____

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

g) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

Dénonciation ou acte d'accusation

Jugement ou procès-verbal de la décision

Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

Rapport présentiel ou prédécisionnel

4.2 Avez-vous déjà été déclaré coupable, **à l'étranger**, d'un ou plusieurs actes criminels ou infractions, qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada, aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration sommaire de culpabilité?

Non

Oui, En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

f) Verdict : _____

g) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

h) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

Dénonciation ou acte d'accusation

Jugement ou procès-verbal de la décision

- Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- Rapport présentiel ou prédécisionnel

4.3 Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de réhabilitation (article 3 de la *Loi sur le casier judiciaire*, L.R.C. (1985), ch. C-47) ou son équivalent dans le pays où est intervenu la déclaration de culpabilité?

- Non
- Oui, Si vous avez répondu oui à cette question, votre demande de réhabilitation :
 - est en cours d'étude
 - a été refusée
 - a été révoquée
 - a été acceptée

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

4.4 Relativement à la condamnation mentionnée ci-haut, avez-vous présenté une demande de clémence royale (article 748 (1) du *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46) ou son équivalent dans le pays où est intervenu la déclaration de culpabilité?

- Non
- Oui, Si vous avez répondu oui, votre demande de clémence royale :
 - est en cours d'étude
 - a été refusée
 - a été accordée conditionnellement

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

4.5 À l'exception d'une infraction liée au *Code de la sécurité routière*, avez-vous été déclaré coupable, **au Canada**, d'une ou de plusieurs infractions pénales en vertu d'une loi provinciale ou fédérale?

PRÉCISION :

Cette question ne concerne pas les règlements municipaux adoptés en vertu de la Loi sur les cités et villes, du Code municipal, de la Charte de ville, de la Loi sur les communautés urbaines et d'autres lois connexes (exemple : billet de stationnement, infraction relative au tabagisme)

- Non
- Oui, dans ce cas, vous devez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

- le jugement ou le procès-verbal de la décision
- le constat d'infraction ou la dénonciation

4.6 Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une ou de plusieurs poursuites criminelles ou pénales au Canada ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

la dénonciation ou l'acte d'accusation

toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

le rapport présentiel ou prédécisionnel

4.7 Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une ou plusieurs poursuites, à l'étranger, pour un ou des actes criminels ou infractions qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration sommaire de culpabilité ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

la dénonciation ou l'acte d'accusation

toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

le rapport présentiel ou prédécisionnel

4.8 Outre les demandes de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une poursuite de nature civile ou toute autre réclamation en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

4.9 Existe-t-il contre vous, un ou plusieurs jugements inexécutés en matière matrimoniale, civile ou pénale ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :
- a) District judiciaire : _____
- b) Numéro de dossier : _____
- c) Objet de la poursuite : _____

4.10 Avez-vous déjà été déclaré coupable d'outrage au tribunal ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :
- a) District judiciaire : _____
- b) Numéro de dossier : _____
- c) Objet de l'ordonnance : _____

4.11 Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une suspension, d'une révocation ou d'un refus d'émission d'un permis (y compris un permis de conduire) ou d'une suspension du droit d'obtenir un permis (y compris un permis de conduire), soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :
- a) Pays : _____
- b) Province ou État : _____
- c) Objet du permis : _____
- d) Nom de l'organisme décisionnel : _____
- e) Nature de la décision : _____
- f) Date de la décision : _____

5. FAILLITE

5.1 Avez-vous fait une cession de vos biens ou été mis en faillite depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez joindre l'avis de cession de biens ou l'ordonnance de séquestre rendue contre vous, les bilans ou états financiers relatifs à votre faillite ainsi que, le cas échéant, le rapport du syndic de faillite et le jugement de libération.

5.2 Avez-vous déjà fait ou été l'objet d'une proposition concordataire (de régime général ou de consommateur) ou êtes-vous soumis aux prescriptions des articles 664 et suivants du *Code de procédure civile* (dépôt volontaire)?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents.

8.3 Raison(s) de votre demande :

8.4 Votre adresse de résidence est-elle située à l'extérieur du Québec ?

Non, Votre section de réinscription est déterminée automatiquement par votre adresse de résidence. (Voir annexe 1)

SECTION DE : _____

Oui, Vous avez le choix de votre section de réinscription. Veuillez nous indiquer celle où vous souhaitez vous inscrire. (Voir annexe 1)

SECTION DE : _____

8.5 Avez-vous un titre honorifique ? (c.r. ou autres)

Non

Oui, Lequel : _____

(Veuillez joindre copie du document qui atteste de votre titre.)

8.6 Autres :

Veuillez nous indiquer tout autre renseignement pertinent.

9. CONSENTEMENT À RECEVOIR DES COURRIELS APPARENTÉS À DES MESSAGES ÉLECTRONIQUES COMMERCIAUX

En vertu de la Loi C-28 (communément appelée *Loi canadienne anti-pourriel*) entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014, vous devez donner votre consentement à recevoir ou non des courriels apparentés à des messages électroniques commerciaux (infolettres, courriels concernant les formations, produits et événements) **de la part du Barreau du Québec**.

Cette demande de consentement vous sera transmise à chaque modification de vos coordonnées au Tableau de l'Ordre.

Depuis le 1^{er} juillet 2017, les membres n'ayant pas exprimé de consentement pourraient ne plus recevoir ces courriels, qui incluent, notamment, *Le Bref Plus* et les formations du Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec, à moins d'avoir consenti **expressément** à les recevoir.

Veillez noter que dans tous les cas, vous recevrez *Le Bref* régulier, les informations à propos du *Journal du Barreau* ainsi que toutes les communications règlementaires du Barreau du Québec.

9.1 Consentez-vous à recevoir des courriels apparentés à des messages électroniques commerciaux de la part du Barreau du Québec ?

- Non
 Oui

« NOTA »

En vertu de l'article 70 (1) de la *Loi sur le Barreau*, tout requérant doit inclure à sa Requête en réinscription le montant des cotisations exigibles pour l'année courante (veuillez vous référer à l'annexe 1).

Vous devez joindre à votre Requête le montant de **287,44 \$ (250 \$ plus les taxes applicables)** en paiement des frais d'ouverture de votre dossier.

Par ailleurs, si une audition devant le Comité des requêtes s'avère nécessaire, une somme additionnelle de **402,41 \$ (350 \$ plus les taxes applicables)** devra être transmise au Barreau du Québec.

Les modes de paiement privilégiés sont par cartes de crédit (Visa ou Mastercard), chèques ou mandats (libellés à l'ordre du Barreau du Québec) ou argent comptant. Ils sont encaissables au dépôt de la Requête.

Pour tous renseignements, veuillez communiquer avec le Greffe de réinscription
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411, poste 53410
Courriel : greffe.requetes@barreau.qc.ca

AIDE-MÉMOIRE

AVEC MA REQUÊTE EN RÉINSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU STATUT D'AVOCAT À LA RETRAITE, DÛMENT SIGNÉE ET ASSERMENTÉE, JE JOINS :

- ➔ En vertu de l'article 70 (1) de la *Loi sur le Barreau*, j'inclus avec ma Requête en réinscription le montant des cotisations exigibles pour cette catégorie pour l'année courante de ma section de réinscription (veuillez vous référer à l'annexe 1) et je comprends que si ma réinscription au Tableau de l'Ordre dans la catégorie d'avocats à la retraite ne se concrétise pas (pour rejet, désistement ou autres), ce montant me sera remboursé;
- ➔ En conformité avec la résolution adoptée par le Comité administratif, j'inclus également le paiement de **287,44 \$ (250 \$ plus les taxes applicables)** pour les **frais d'ouverture de mon dossier** et je comprends que ces **frais sont non remboursables**.
- ➔ Je transmets ma Requête en réinscription **dûment signée et assermentée PAR COURRIER ou PAR COURRIEL** avec les documents requis et paiements encaissables au dépôt de la Requête, soit par:

carte de crédit (voir annexe A)

OU

2 chèques séparés ou mandats faits à l'ordre du Barreau du Québec

« (1^{er}) des frais d'ouverture de 287,44 \$ (250 \$ plus les taxes applicables) + frais d'audition de 402,41 \$ (350 \$ plus les taxes applicables), si radiation disciplinaire;

(2^{ième}) des cotisations (voir annexe 1) + les frais de radiation de 402,41 \$ (350 \$ plus les taxes applicables), s'il y a lieu »

AU :

GREFFE DE RÉINSCRIPTION / BARREAU DU QUÉBEC

445 boul. Saint-Laurent, Montréal, QC H2Y 3T8

greffe.requetes@barreau.qc.ca

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné _____
Prénom Nom

domicilié au : _____

_____ Code postal : _____

DÉCLARE CE QUI SUIT :

1. J'ai 55 ans ou plus;
2. Je suis le requérant dans la présente Requête en réinscription pour la catégorie d'avocats à la retraite;
3. Tous les renseignements qui y sont contenus sont vrais;
4. Je comprends que l'avocat à la retraite ne pose directement ou indirectement, pour le compte d'autrui, aucun des actes mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 128, incluant les exceptions mentionnées aux sous-paragraphes a) 1° à 7° du paragraphe 2, ni aucun acte relié à la profession ou pouvant raisonnablement être perçu comme posé par un avocat en exercice;
5. Je comprends également que l'avocat à la retraite qui utilise le préfixe « Me » ou « Mtre » doit obligatoirement faire suivre son nom des mots « avocat à la retraite ».

ET J'AI SIGNÉ,

Requérant

Affirmé solennellement devant moi à _____ ce _____ jour de _____ de l'an _____.

Avocat ou personne habile à recevoir l'affirmation solennelle

PAIEMENT EN LIGNE

→ Veuillez vous rendre au www.barreau.qc.ca/paiement et sélectionnez le formulaire #1381.

PAIEMENTS POUR :

(1) Frais d'ouverture 250 \$ plus les taxes applicables	287,44 \$	(2) Cotisations (Voir l'annexe I)	_____ \$
+ Frais d'audition de 402,41 \$ (350 \$ plus les taxes applicables) (si radiation disciplinaire)	_____ \$	+ Frais de radiation de 402,41 \$ (350 \$ plus les taxes applicables) (à inclure, s'il y a lieu)	_____ \$
(1) TOTAL	_____ \$	(2) TOTAL	_____ \$

COTISATIONS ANNUELLES 2021-2022
(pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022)

IMPORTANT

Le montant des cotisations annuelles pour un avocat à la retraite est établi selon **sa section de réinscription, qui est déterminée automatiquement par son adresse de résidence.**

Le montant des cotisations inclut :

- La cotisation annuelle de 130 \$ au Barreau du Québec;
- La contribution à l'Office des professions de 29 \$;
- La cotisation annuelle au Barreau de votre section de réinscription.

EXEMPLE : Si votre section de réinscription = Montréal → Cotisations 2021-2022 = 350,93 \$

SECTION D'INSCRIPTION	COTISATIONS ANNUELLES 2021-2022 AVOCAT À LA RETRAITE
Abitibi-Témiscamingue	204,42 \$
Arthabaska	207,21 \$
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	207,21 \$
Bedford	218,71\$
Côte-Nord	293,44 \$
Laurentides–Lanaudière	322,19 \$
Laval	235,96 \$
Longueuil	218,71 \$
Mauricie	310,69 \$
Montréal	350,93 \$
Outaouais	192,26 \$
Québec	381,97 \$
Richelieu	247,45 \$
Saguenay–Lac-Saint-Jean	304,94 \$
Saint-François	235,96 \$

Pour tous renseignements **concernant les cotisations**,
veuillez communiquer avec le Service des finances
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411, poste 55134
Courriel : cotisations@barreau.qc.ca

DEMANDE DE DISPENSE
Fonds d'assurance responsabilité professionnelle

NOTE IMPORTANTE

Toutes les personnes qui soumettent une requête en réinscription pour adhérer au statut «d'avocat à la retraite» doivent remplir la demande de dispense ci-dessous et la retourner avec leur formulaire, sinon la requête sera considérée comme incomplète.

JE DEMANDE D'ÊTRE DISPENSÉ DE L'OBLIGATION DE SOUSCRIRE AU FONDS D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU BARREAU DU QUÉBEC PARCE QUE :

- 3.1 Je serai au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1); ou j'agirai exclusivement à titre de procureur aux poursuites criminelles et pénales nommé suivant la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* (RLRQ, c. D-9.1.1);
- 3.2 Je serai au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* ou dont le fonds social fait partie du domaine de l'État, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;
- 3.3 Je serai au service exclusif de l'Assemblée nationale, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui en relève ou je suis moi-même une telle personne;
- 3.4 Je serai au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la *Loi sur l'exécutif* (RLRQ, c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou d'un cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (RLRQ, c. A-23.1);
- 3.5 Je serai au service exclusif du Parlement fédéral, de la « Fonction publique » suivant l'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* (L.C. 2003, c. 22, art.2), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de de la *Loi sur la défense nationale* (L.R.C. 1985, c. N-5) ou d'une « société d'État » au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C. 1985, c. F-11);
- 3.6 Je serai au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'un centre d'aide juridique institué en vertu de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* (RLRQ, c. A-14) qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;
- 3.7 Je serai au service exclusif d'une municipalité, d'un organisme supramunicipal au sens des articles 18 et 19 de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (RLRQ, c. R-9.3), d'une société de transport en commun constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), d'un centre de services scolaire ou du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;

3.8 Je serai au service exclusif d'un établissement non fusionné, d'un centre intégré de santé et de services sociaux, d'un centre intégré universitaire de santé et de services sociaux au sens de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, c. O-7.2), d'un établissement ou d'une régie régionale visé par la partie IV.1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, c. S 4.2), d'un établissement public visé par la partie IV.2 ou IV.3 de cette loi ou d'un établissement public au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones* (RLRQ, c. S 5);

3.9 Je ne poserai en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1);

3.10 J'exercerai ma profession exclusivement à l'extérieur du Québec;

3.11 J'exercerai ma profession principalement à l'extérieur du Québec mais je poserai occasionnellement au Québec l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*, et je serai couvert par un contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle établissant une garantie, au moins équivalente à celle que procure le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, contre la responsabilité que je peux encourir en raison d'une faute commise dans l'exercice de ma profession au Québec.

Je joins une attestation d'assurance.

ENGAGEMENT DU REQUÉRANT

Je m'engage à avertir immédiatement par écrit le directeur général de tout changement modifiant de quelque façon la cause de ma dispense de l'obligation de souscrire au Fonds d'assurance.

Signature du requérant

Numéro de membre : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Nom en caractère d'imprimerie

Affirmé solennellement devant moi à _____, ce ____^e jour de _____ 20____.

Commissaire à l'assermentation

RÉSOLUTION DE L'EMPLOYEUR (à remplir seulement si les motifs 3.6 ou 3.7 ont été cochés ci-dessus)

Considérant que (nom de l'organisme) _____ a à son service exclusif un (des) avocat(s), il a été proposé par _____, appuyé par _____ et résolu (résolution n° _____) lors de la séance tenue le _____ 20____, de déclarer aux fins du Règlement sur l'assurance de la responsabilité professionnelle des membres du Barreau du Québec : «QUE (nom de l'organisme) _____ se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute erreur ou omission de cet (ces) avocat(s) dans l'exercice de ses (leurs) fonctions.»

Et j'ai signé, ce ____^e jour de _____ 20____.

Je déclare que je serai au service exclusif de cet employeur.

Signature du requérant

Nom en caractère d'imprimerie

Copie conforme (personne autorisée, titre) _____